



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
7 avril 2023
Français
Original : anglais

Session annuelle 2023

5 au 9 juin 2023, New York

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Fonds d'équipement des Nations Unies

**Rapport sur les résultats obtenus par le Fonds
d'équipement des Nations Unies en 2022**

Résumé

Ce rapport présente l'examen annuel des résultats obtenus par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) en 2022. Il rend compte des progrès accomplis dans la réalisation des trois domaines d'action du Cadre stratégique pour la période 2022-2025 : a) une transformation économique accélérée, inclusive, diversifiée et verte ; b) l'augmentation des flux financiers publics et privés ; et c) des systèmes de marché renforcés et des mécanismes de financement publics et privés améliorés. Il contient également une analyse de l'efficacité institutionnelle du FENU et un résumé des principales conclusions de l'évaluation.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra sans doute : a) prendre note du rapport ; b) saluer les progrès réalisés par le FENU dans la mise en œuvre de son Cadre stratégique pour la période 2022-2025 ; c) souligner le rôle essentiel du FENU dans la mise en place de solutions de financement innovantes et mixtes pour aider les pays les moins avancés à réaliser le Programme d'action de Doha et le Programme 2030 ; d) encourager l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement à collaborer avec le FENU et à tirer parti de ses capacités de financement ; et e) réaffirmer sa volonté de soutenir les activités du Fonds, en assurant notamment le financement intégral, au minimum, de ses besoins de base en ressources de croissance conformément au Cadre stratégique pour la période 2022-2025, soit 25 millions de dollars par an en ressources ordinaires et 125 millions de dollars en autres ressources.



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Analyse contextuelle	3
II. Résultats et réalisations marquantes	4
Résultats 1 – Accélérer une transformation économique inclusive, diversifiée et verte	5
Résultats 2 et 3 – Augmentation des flux de financement publics et privés, renforcement des systèmes de marché et amélioration des mécanismes de financement	12
Partenariats stratégiques des Nations Unies pour le financement des objectifs de développement durable	16
III. Perspectives : la contribution du FENU au Programme d'action de Doha	21

I. Analyse contextuelle

1. La situation des pays les moins avancés reste difficile. La guerre en Ukraine a contribué d'aggraver les perturbations sur les marchés alimentaires et énergétiques, frappant particulièrement les PMA, tandis que les changements climatiques augmentent la fréquence et la gravité des risques naturels et exacerbent les vulnérabilités existantes. L'inflation a grimpé en flèche, entraînant dans son sillage la hausse des taux d'intérêt, qui a rendu le coût du capital trop élevé pour de nombreux emprunteurs des pays les moins avancés et ravivé les inquiétudes quant à la liquidité, les prêteurs étrangers se retirant des marchés les plus risqués. L'environnement commercial des petites et moyennes entreprises est devenu extrêmement compliqué en 2022.

2. Les 46 pays les moins avancés sont confrontés à des obstacles structurels et ont besoin d'une plus grande stabilité et d'un meilleur accès aux ressources financières et techniques pour protéger les vies et assurer une accélération du développement économique inclusif et durable. Leur croissance prévue de 4,4 % en 2023 reste bien inférieure à la cible de 7 % considérée au titre de l'objectif de développement durable n° 8.1 comme nécessaire pour parvenir à une réduction notable de la pauvreté. L'insuffisance des capacités de production, la marge de manœuvre budgétaire limitée et les disparités macroéconomiques peuvent empêcher ces pays de progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable¹.

3. Le surendettement est un problème majeur et représente un risque élevé pour 22 pays les moins avancés. Ces pays, pour qui l'aide publique au développement et les envois de fonds sont les principales sources de financement, continuent de dépendre fortement des autres flux financiers extérieurs².

4. Les pays les moins avancés sont vulnérables face aux changements climatiques car leurs économies sont fortement tributaires de secteurs sensibles au climat. Le financement de l'action climatique en faveur de ces pays est loin d'avoir atteint les objectifs fixés lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En 2021, les pays les moins avancés ont représenté 22 % des pays ayant le plus souvent lancé des appels à l'aide pour surmonter des crises climatiques extrêmes, dont le coût économique a été estimé à 329 milliards de dollars des États-Unis au niveau mondial³. Ce chiffre représentait près du double du montant total des apports d'aide au développement pour cette seule année⁴.

5. Grâce à de nouvelles capacités et de nouveaux instruments de financement et partenariats, le FENU a désormais acquis une solide expertise en matière de réduction des risques des investissements et de promotion des financements pour un développement économique résilient aux changements climatiques dans les pays les moins avancés. Grâce aux systèmes mis en place pour donner effet à son mandat en matière d'investissement, le FENU a tiré plusieurs enseignements importants, notamment sur la manière d'optimiser les processus opérationnels, de renforcer les fonctions de risque, d'améliorer la performance de son portefeuille d'investissement et d'évaluer l'impact sur le développement.

¹ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, World Economic Situation and Prospects 2021 (Situation et perspectives de l'économie mondiale pour 2023).

² Rapport sur l'investissement dans le monde 2022.

³ Rapport 2022 sur les pays les moins avancés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

⁴ Carty, T., & Walsh, L. (2022). *Footing the bill: Fair finance for loss and damage in an era of escalating climate impacts*. Oxfam Briefing Paper (juin). Oxford.

6. Le FENU a enregistré une hausse tendancielle de ses recettes provenant de ressources autres que les ressources de base, qui ont augmenté de 28 % pour passer de 122,5 millions de dollars en 2021 à 156,9 millions de dollars en 2022. Dans le même temps, ses ressources ordinaires ont diminué de 7,5 % depuis 2021 pour revenir à 13,6 millions de dollars, soit 8 % des recettes totales en 2022 contre 10,7 % en 2021. La tendance à la baisse des ressources ordinaires devrait se poursuivre en 2023. Dans ce contexte, et compte tenu du rôle essentiel que jouent les ressources ordinaires pour mettre en œuvre le Cadre stratégique pour la période 2022-2025 et assurer les niveaux de contrôle requis, la direction du FENU a demandé que soient réalisés un audit complet et un examen de l'organisation en 2022.

II. Résultats et réalisations marquantes

A. Résultats obtenus par le FENU

7. Conformément au Cadre stratégique pour la période 2022-2025, le FENU doit aider les PMA à atteindre trois résultats de développement interdépendants : a) accélérer une transformation économique inclusive, diversifiée et verte ; b) mobiliser des flux de capitaux privés et publics supplémentaires ; et c) renforcer les systèmes de marché et les mécanismes de financement.

8. Dans cette optique, le FENU déploie une combinaison d'instruments financiers, de services de conseil financier et de compétences spécialisées en matière de développement dans cinq domaines prioritaires. Les deux domaines phares bien établis que sont : a) les économies numériques inclusives ; et b) le financement local de la transformation ; et les nouveaux domaines que sont : c) l'autonomisation économique des femmes ; d) le financement de l'action climatique, de l'énergie et de la biodiversité ; et e) le financement de systèmes alimentaires durables.

9. Le FENU continue d'opérer dans les territoires les plus reculés où peu d'autres entités sont présentes, en concevant, en testant et en aidant à développer des solutions de financement destinées aux ménages, aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises et aux administrations locales mal desservies.

10. Le FENU a commencé à mettre en œuvre son nouveau Cadre stratégique en 2022. Malgré un contexte mondial instable, il a intensifié son aide afin de susciter des changements quantifiables dans les conditions de vie. Il ressort de l'expérience accumulée pour collecter les résultats présentés ici que les indicateurs de performance doivent être affinés pour faire en sorte qu'ils soient spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps (SMART). Ce sera l'objet de la matrice affinée des résultats et des ressources qui sera établie en 2023.

11. Pour contribuer à une transformation et à une diversification économiques inclusives et vertes, le FENU a fourni un appui aux fins de la mise au point et de la mise à l'échelle de plus de 220 produits et services numériques et financiers et a appuyé 367 investissements locaux dans des infrastructures résilientes aux changements climatiques qui ont bénéficié à plus de 440 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises et à 18 millions de personnes. En outre, il a contribué à la création de 165 000 emplois dans les systèmes alimentaires durables, les travaux d'infrastructure, l'économie numérique et les énergies propres.

12. Le FENU a renforcé son rôle d'« entité de financement catalytique dans le système de développement des Nations Unies pour les PMA ». Il a émis un total de 44 millions de dollars en subventions, prêts et garanties en 2022 dans le but exprès de mobiliser des flux de capitaux supplémentaires à l'appui de ses domaines prioritaires stratégiques. Globalement, il a contribué à mobiliser plus de 600 millions

de dollars de capitaux d'investissement publics et privés supplémentaires pour le développement durable grâce à ses investissements et à son assistance technique, y compris les ressources mobilisées pour les fonds d'investissement à capitaux mixtes gérés en externe que le FENU a créés et qu'il soutient : le Fonds BUILD, le Fonds international d'investissement municipal et le Fonds mondial pour les récifs coralliens.

13. L'organisation a connu une année record en termes de contributions aux ressources totales, qui se sont élevées à 170,5 millions de dollars, et un record historique de 118,2 millions de dollars en termes de dépenses.

Résultats 1 – Accélérer une transformation économique inclusive, diversifiée et verte

14. Pour contribuer à des économies inclusives et vertes, le FENU fournit des solutions de financement et de développement dans cinq domaines prioritaires. Il contribue à accroître la disponibilité de produits et de services numériques et financiers ainsi que d'infrastructures et de services résilients, afin de créer des avantages pour les particuliers et les microentreprises et les petites et les moyennes entreprises au niveau local et dans les zones les plus reculées.

Économies numériques inclusives

15. Le FENU fournit les équipements nécessaires à l'utilisation des services numériques dans la vie quotidienne en s'employant à remédier aux contraintes du système de marché et aux inégalités entre les genres et en engageant le secteur privé à développer des solutions innovantes qui permettent la transition vers des économies plus inclusives, plus vertes et plus productives. Dans ce domaine prioritaire, il a contribué en 2022 au pilotage de 140 services numériques et financiers et au renforcement de 90 services pour atteindre 6,7 millions de personnes et 440 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises cibles. Une formation aux compétences numériques et financières a été dispensée à 2,5 millions de personnes.

16. Le FENU a mis au point le tableau de bord de l'économie numérique inclusive pour guider les États Membres dans la poursuite et le suivi de la transformation en économie numérique. Mis en œuvre dans 31 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, le tableau de bord recense les contraintes du marché qui entravent le développement d'une économie numérique inclusive et aide les gouvernements et les partenaires privés à fixer des priorités. Le Ministère zambien de la technologie et des sciences, par exemple, a utilisé le tableau de bord pour fixer des priorités à long terme en matière de transformation numérique alignées sur le plan national de développement et pour élaborer la première stratégie nationale en matière d'économie numérique.

17. Avec le soutien de l'Union européenne et du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le FENU a également mis en place des groupes de travail nationaux sur les services financiers numériques en Éthiopie, au Malawi et au Niger, qui servent de plateformes pour le dialogue entre le secteur public et le secteur privé indispensable pour stimuler et façonner la transformation numérique inclusive.

18. En plus d'aider les pays à utiliser le tableau de bord, le FENU a contribué à l'élaboration ou au renforcement de 30 stratégies, politiques ou réglementations visant à créer un environnement propice à l'inclusion numérique et financière ; 23 ont été adoptées en 2022.

19. Dans le cadre de son programme sur les envois de fonds et les migrations, le FENU a approfondi sa collaboration avec les banques centrales et les ministères de tutelle dans toute l'Afrique pour faire progresser l'harmonisation régionale des

politiques en matière d'envois de fonds et améliorer l'écosystème de paiements numériques ouvert de façon à rendre les paiements transfrontaliers plus accessibles et plus abordables. En Éthiopie, il a soutenu la directive opérationnelle sur l'établissement et le fonctionnement des comptes d'épargne en devises, qui ont permis de mobiliser 48,1 millions de dollars en 2022. Le total des ressources nationales mobilisées depuis la mise en place de cette directive en 2021 est de 134,6 millions de dollars. Des dépôts en devises ont été effectués sur 46 887 comptes dans 20 banques.

20. En Éthiopie, l'Alliance Better than Cash (Mieux que l'argent), hébergée par le FENU, a facilité l'élaboration de la Stratégie nationale de paiements numériques pour la période 2021-2024, qui est une feuille de route pour transformer l'écosystème de paiements et combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière dans le pays. L'Alliance a déployé des experts pour aider à la mise en œuvre de la stratégie, qui a contribué à l'ouverture de plus de 20 millions de nouveaux comptes d'argent mobile.

21. En Ouganda, le FENU a continué de collaborer avec le Ministère des technologies de l'information et des communications pour mettre en place un groupe de travail multipartite sur la transformation numérique chargé de réfléchir à la Vision numérique du pays. De concert avec le Ministère des collectivités locales et les maires de dix villes nouvellement créées, le FENU a soutenu l'élaboration d'une stratégie de gouvernance électronique pour une prestation plus efficace de services publics de qualité.

22. Le FENU a également contribué à l'élaboration de 13 stratégies nationales d'inclusion financière en Afrique et dans la région Asie-Pacifique et a fourni des conseils sur une nouvelle stratégie régionale d'inclusion financière pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Dans le Pacifique, le soutien du FENU aux Fidji, à Tonga et aux Îles Salomon a favorisé la conception et la mise en œuvre de stratégies nationales d'inclusion financière, en veillant à ce que la finance numérique, le financement des risques de catastrophe et l'assurance contres ces risques se voient accorder une place prioritaire.

23. Pour stimuler l'innovation du secteur privé, le FENU a travaillé avec des entreprises de technologie financière, des prestataires de services financiers et d'autres entrepreneurs pour développer et piloter la finance numérique et d'autres solutions numériques afin d'accélérer le développement durable.

24. Depuis 2020, le FENU a soutenu le développement de 14 nouveaux services numériques d'envois de fonds afin d'accroître l'accès aux transferts d'argent et d'en réduire les coûts. Au cours des trois premiers trimestres de 2022, 51 555 nouveaux clients ont bénéficié de ces services. À ce jour, 580 000 clients se sont inscrits et plus de trois millions de transactions d'une valeur de plus d'un milliard de dollars ont été effectuées depuis le début du programme.

25. Avec Visa et d'autres partenaires au Bangladesh, le FENU a mis au point des modules de formation à la finance numérique pour les petites entreprises et les microentreprises afin de leur donner les moyens de se connecter aux marchés numériques. Le projet a touché plus de 200 000 entreprises, dont 25 % dirigées par des femmes.

26. Afin d'aider les petites entreprises du Népal à se remettre durablement de la COVID-19, le FENU a facilité l'intégration de plus de 4 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises (dont 65 % dirigées par des femmes) à des plateformes de commerce électronique et a dispensé une formation dans plus de 2 600 d'entre elles (dont 77 % dirigées par des femmes) dans le domaine des compétences

numériques et financières. Au total, le soutien du FENU au Népal a bénéficié à plus de 19 000 entreprises en 2022.

27. En partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates, le FENU met en place au Myanmar une plateforme de paiement en libre accès gérée par WynePay. Cette plateforme a été conçue pour développer l'inclusion financière en incitant les fournisseurs de services financiers, les particuliers et les petites entreprises à utiliser les paiements électroniques. Plus de 30 prestataires de services financiers y ont adhéré. Lorsque la plateforme sera opérationnelle en 2023, plus de 2 millions de personnes (dont 80 % de femmes) pourront effectuer et recevoir des paiements numériques plus rapidement, à meilleur prix et avec plus de sécurité.

28. En Ouganda, le FENU a formé 1,7 million de personnes pour améliorer leurs compétences numériques et financières et a réalisé 19 investissements pour favoriser le développement et la fourniture de services numériques novateurs qui ont impliqué 1,1 million de personnes et plus de 29 000 petites entreprises. En outre, il a soutenu la numérisation du paiement des frais de scolarité en mettant en place le système numérique « school pay ». À ce jour, 423 écoles se sont inscrites et 250 000 parents paient les frais de scolarité par l'intermédiaire de la plateforme. Afin d'améliorer la prestation des soins de santé dans les territoires reculés, le FENU a piloté un modèle de numérisation pour 400 équipes de santé villageoises afin qu'elles puissent facilement partager leurs dossiers avec différents établissements de santé.

29. Dans le Pacifique, le FENU et les partenaires des Nations Unies ont soutenu des initiatives de commerce électronique et de paiement électronique, notamment l'élaboration d'une stratégie nationale de commerce électronique dans les Îles Salomon, la numérisation des services gouvernementaux au Vanuatu et le pilotage de cinq projets de commerce électronique pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises aux Fidji, dans les Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu.

Financement local de la transformation

30. Le FENU sert de pôle de financement infranational pour aider les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, les villes et les organismes à concevoir, tester et développer des mécanismes de financement infranational pour soutenir les transitions urbaines, vertes et productives. Il concentre son action sur cinq éléments du financement infranational : les transferts fiscaux intergouvernementaux, les recettes propres, les marchés de capitaux nationaux, les fonds d'investissement favorables aux villes et les instruments de garantie. Ces cinq éléments se retrouvent également dans d'autres nouveaux domaines de travail du FENU.

31. En 2022, le FENU a publié son ouvrage phare, *Local Government Finance is Development Finance*, qui examine comment les réformes du financement infranational peuvent débloquer d'importants flux de capitaux pour le développement local durable. Il a également été à l'origine de la collecte et de l'analyse de données sur le financement des administrations locales face aux multiples crises qui ont frappé les pays les moins avancés pour la troisième édition du rapport de 2022 du *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*.

32. Le FENU a contribué à 367 investissements pour des infrastructures locales de petite taille et de taille moyenne et plus de 200 projets de ce type ont été menés à bien en 2022. Près de la moitié d'entre eux étaient conçus pour favoriser l'autonomisation économique des femmes et une majorité d'entre eux mettaient également l'accent sur le renforcement de la résilience climatique. Plus de huit millions de personnes ont bénéficié d'infrastructures et de services connexes et, au total, le FENU a aidé 430 collectivités locales à accroître leur marge de manœuvre budgétaire et 24 pays à renforcer les systèmes de transferts financiers de l'État aux collectivités locales.

33. En Somalie, le FENU a intensifié son soutien aux administrations locales afin de construire une base d'infrastructure solide pour la prestation de services durables, améliorer la génération de recettes locales et renforcer le mécanisme de transferts financiers au niveau national. Par l'intermédiaire du Fonds de développement local, il a versé 5,2 millions de dollars sous forme d'aides financières axées sur les résultats pour 81 projets d'infrastructure dans 36 collectivités locales en Somalie. Les données recueillies montrent une nette amélioration de la prestation de services par les pouvoirs publics et de la génération de recettes propres, en particulier au Somaliland et au Puntland, où les gouvernements ont adopté des mécanismes de transferts financiers intergouvernementaux soutenus par le FENU.

34. Afin de promouvoir la réforme des marchés financiers nationaux, le Ministère des finances et de la planification de la Tanzanie a demandé au FENU d'aider l'Autorité de l'eau de Tanga à émettre des obligations infranationales. Il s'agira des premières obligations infrastructurelles libellées en monnaie locale, avec le statut d'obligations vertes. Le projet devrait bénéficier à plus de 410 000 personnes en améliorant les capacités d'extraction, de traitement et de distribution de l'eau pour les habitants de Tanga et des communes voisines. Une fois le projet achevé, la capacité de production d'eau devrait doubler et un approvisionnement adéquat devrait être assuré pour les ménages, les entreprises et les institutions.

35. Le FENU, Cités et Gouvernements Locaux Unis et le Fonds mondial pour le développement des villes ont créé le Fonds international d'investissement municipal – une initiative d'investissement favorable aux villes pour soutenir les investissements transformateurs qui renforcent la résilience et la productivité. L'approche du Fonds en termes de fonds propres permet d'atténuer la hausse des coûts d'emprunt et des niveaux d'endettement des pays les moins avancés. Le FENU gère la facilité d'assistance technique pour ce fonds et la capitalisation a été clôturée à 150 millions d'euros en 2022, y compris le capital commercial et le capital à première perte. Les premiers investissements sont attendus en Mauritanie, au Belize, en Gambie, en Ouganda et au Ghana.

36. Un autre investissement du FENU en faveur des villes concerne le système d'éclairage public vert de Chefchaouen, au Maroc. Cet investissement sous forme d'un prêt à taux zéro se compose d'une subvention de 200 000 dollars et d'un accord de financement remboursable de 400 000 dollars pour soutenir un modèle novateur qui s'appuie sur les économies réalisées sur les factures d'électricité, grâce à l'amélioration du système d'éclairage public, pour rembourser le principal. L'objectif est de piloter un modèle qui pourra être reproduit dans d'autres villes par le biais d'un fonds renouvelable.

37. Le FENU a aidé la ville de Kumasi, au Ghana, à trouver les moyens de financer un portefeuille complet d'investissements par le biais de fonds propres et d'emprunts. L'objectif est d'accélérer la transformation écologiquement durable de la deuxième ville du Ghana grâce à des transports en commun rapides, à la réduction des embouteillages et à la création de pôles de développement économique locaux, notamment pour l'économie orange. Le FENU contribuera notamment à l'émission potentielle d'obligations à rembourser sur les recettes et à l'obtention de garanties partielles, dans le cadre d'une initiative en faveur des villes durables menée conjointement avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

38. En ce qui concerne les garanties pour le financement des villes, le FENU a reçu un avis positif de la Commission européenne dans le cadre du Fonds européenne pour le financement durable pour la gestion du mécanisme de garantie pour les villes durables, doté d'un montant de 154 millions d'euros. Ce mécanisme contribuera à

lever les obstacles à la transformation structurelle dans les pays les moins avancés. ONU-Habitat rejoindra le FENU au sein de son Conseil consultatif.

Financer l'autonomisation économique des femmes

39. Le FENU s'efforce de réduire les écarts de financement qui limitent les possibilités d'avancement économique et d'autonomisation des femmes. Il s'emploie à remédier aux contraintes liées au marché, à l'infrastructure et aux modalités de fonctionnement qui entravent l'accès des femmes aux services ainsi qu'à mettre au point des solutions de financement sur mesure pour les femmes et les entreprises dirigées par des femmes.

40. Depuis 2018, le FENU a investi plus de 3,3 millions de dollars sous forme de dons et de prêts dans 38 projets de transformation locale tenant compte des questions de genre, dont 11 projets d'infrastructure qui ont bénéficié à des municipalités et à des entreprises dirigées par des femmes en Tanzanie, en Ouganda, au Bangladesh, au Mali et au Sénégal. Ces initiatives sensibles à la dimension de genre ont permis de créer de nouveaux emplois et d'augmenter les revenus de 40 000 femmes.

41. Pour faire face à l'inégalité croissante des revenus dans les villes, le projet IncluCity du FENU a permis d'établir cinq réservoirs d'eau solaires dans la ville de Mbale, en Ouganda, offrant une plus grande sécurité aux femmes et aux enfants et renforçant leur résilience face aux changements climatiques. Au Sénégal, le FENU a consenti un don de 90 000 dollars à la municipalité de Soumbédioune pour rénover son marché aux poissons local, améliorant ainsi les conditions de travail et les perspectives économiques des marchandes.

42. En partenariat avec l'Organisation internationale du Travail et le Conseil municipal de Freetown, le FENU a collaboré avec des groupes de femmes, des membres de la communauté et l'administration locale aux fins de l'identification de sites pour la construction de 65 kiosques à eau équipés de systèmes de purification photovoltaïque. Ces kiosques contribueront à résoudre les problèmes de sécurité et d'accès rencontrés par les femmes et les jeunes filles, qui ont pour tâche d'aller s'approvisionner en eau. Parallèlement, le FENU a soutenu la création d'un réseau de survivantes et de survivants de violences sexistes liées à l'eau, qui œuvre au sein des mécanismes de règlement des conflits et des plans de gestion de l'eau mis en place par les communautés.

43. En Sierra Leone, le FENU a dispensé à plus de 10 000 entrepreneurs (dont 92 % de femmes) une formation à la création d'entreprises et en alphabétisation financière. Ainsi, 3 500 entreprises ont pu intégrer leurs opérations dans l'économie formelle et plus de 1 000 ont demandé des prêts auprès d'institutions financières locales. En Gambie, le FENU et ses partenaires ont offert à plus de 30 000 femmes des produits et services financiers numériques sur mesure ainsi qu'une formation en alphabétisation financière.

44. Au Myanmar, le FENU a fourni un appui technique pour accroître la résilience de 11 institutions de microfinance qui desservent plus de 225 000 clients. Six institutions ont également été soutenues pour la mise au point de nouveaux produits de prêts individuels ciblant principalement les femmes, y compris dans les zones reculées. En partenariat avec ONU-Femmes et le PNUD, le FENU a fourni une assistance technique ciblée à 50 entreprises dirigées par des femmes pour les aider à accéder à des financements auprès de prestataires de services financiers locaux.

45. Au Cambodge, au Viet Nam, en Inde, à Sri Lanka et en Indonésie, le FENU a aidé plus de 196 000 petites entreprises (dont 81 % dirigées par des femmes) à utiliser des solutions numériques, ce qui leur a permis d'accéder à plus de 40 millions de dollars de financement. En partenariat avec la Commission économique et sociale des

Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, Visa et la banque néerlandaise de développement entrepreneurial FMO, le FENU a accordé un don à Boost Capital au Cambodge pour le lancement d'une plateforme de microfinance numérique sur laquelle les entreprises dirigées par des femmes peuvent demander et recevoir des prêts en ligne en quelques minutes. La plateforme dispose d'un module d'éducation financière intégré. Boost Capital touche 100 000 entreprises et a versé 1,7 million de dollars de prêts à 1 715 d'entre elles. Il a également dispensé à plus de 21 000 Cambodgiens (dont 84 % de femmes) une formation aux compétences financières de base.

Financement de l'action climatique, de l'énergie propre et de la biodiversité

46. Le Mécanisme de financement de l'adaptation des modes de vie au climat local (LoCAL) vise le déploiement de transferts financiers intergouvernementaux pour la mise en place de dispositifs nationaux normalisés et internationalement reconnus pour l'acheminement de financements climatiques vers les administrations locales et les communautés. LoCAL privilégie une approche au niveau de l'ensemble de la société pour financer et promouvoir l'adaptation au niveau local. Ce Mécanisme est actuellement mis en œuvre ou conçu pour être mis en œuvre dans 34 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique. Il est mentionné dans le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés et présenté par divers groupes de négociation à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en tant qu'approche non marchande au titre de l'article 6.8 de l'Accord de Paris. D'après la norme ISO 14093 :2022 de l'Organisation internationale de normalisation, « Mécanisme de financement de l'adaptation au changement climatique à l'échelle locale – Subventions pour la résilience climatique basées sur la performance – Exigences et lignes directrices », LoCAL est un mécanisme canalisant des financements pour le climat et l'assistance connexe aux collectivités locales.

47. À ce jour, LoCAL a collaboré avec 332 autorités locales et une population combinée de 15,6 millions de personnes pour la réalisation d'investissements à petite échelle destinés à améliorer la résilience aux effets des changements climatiques. En 2022, il a distribué 21,2 millions de dollars dans toutes les régions et tous les pays du programme. Au Mozambique, des infrastructures résilientes au climat d'une valeur de 2,97 millions de dollars ont été mises en place dans trois provinces et vingt-huit installations d'eau, d'assainissement, d'éducation et de santé à l'épreuve du climat ont été construites pour assurer un accès fiable à ces services à 665 000 personnes dans les zones touchées par les catastrophes climatiques. En Gambie, 34 investissements d'adaptation ont été réalisés dans 32 quartiers pour un montant de 720 000 dollars dans les domaines suivants : puits solaires ; jardins d'horticulture intégrée ; aviculture et élevage ; pépinières ; et infrastructures routières à l'épreuve du climat. Les investissements de LoCAL mis en œuvre par le biais de programmes travail contre rémunération ont créé 5 086 emplois temporaires, dont 26 % ont été occupés par des femmes adultes et 76 % par des jeunes.

48. Le Programme pour l'adaptation aux changements climatiques et l'assurance contre les risques associés réalisé par le FENU dans la région du Pacifique a déployé avec succès 15 produits numériques nouveaux et améliorés de financement et d'assurance pour le climat et les risques de catastrophe aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu et a enregistré en ligne plus de 5 287 clients, dont plus de la moitié étaient des femmes. La couverture de ces produits d'assurance garantit une protection financière aux plus vulnérables. Les paiements sont effectués par le biais de portefeuilles d'argent mobile et ne nécessitent pas d'évaluation des pertes ou des dommages.

49. Le FENU favorise l'accès au financement tout au long des chaînes de valeur de l'énergie propre, des clients jusqu'aux entreprises et à des investissements plus importants, afin d'élargir l'accès à l'énergie propre pour les ménages à faibles revenus. En 2022, le portefeuille d'entreprises d'énergie propre du FENU a vendu plus de 86 000 produits énergétiques desservant 420 000 personnes. Depuis le lancement des activités du programme en Ouganda, en Éthiopie, au Burkina Faso et en République démocratique du Congo, les entreprises soutenues par le FENU ont vendu 1,9 million de produits énergétiques desservant 9,5 millions de personnes et compensant deux millions de tonnes de CO₂.

50. En Ouganda, le portefeuille d'entreprises du Fonds Challenge pour les énergies renouvelables du FENU a vendu plus de 23 000 unités de cuisson et dispositifs photovoltaïques et a amélioré les conditions de vie de plus de 4,3 millions de personnes en leur faisant économiser de l'argent, en générant des revenus, en réduisant la pollution de l'air à l'intérieur des habitations et en freinant la déforestation. Le soutien du FENU a également contribué à la création de plus de 3 000 emplois à temps plein, à temps partiel et à la commission dans l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies renouvelables.

51. Au Burkina Faso, le FENU a lancé en 2019 le Fonds des énergies renouvelables pour la résilience, avec un financement du Luxembourg. Ce Fonds favorise l'accès de la population burkinabè à des solutions énergétiques vertes et durables. Son portefeuille, composé de 16 entreprises, a vendu plus de 1 670 unités de cuisson et 1 200 dispositifs photovoltaïques en 2022, notamment des plateformes multifonctionnelles, des systèmes de réfrigération et d'irrigation solaires, des kiosques solaires de recharge collective, des systèmes de cuisson propres et des systèmes photovoltaïques domestiques.

52. En 2022, le FENU a lancé un partenariat stratégique avec l'Alliance pour la cuisson propre. Ce partenariat vise avant tout l'élargissement de solutions de financement novatrices pour la cuisson propre et s'appuie sur les marchés d'échanges de droits d'émission de carbone en plein essor. Cette collaboration tire parti des travaux en cours avec l'initiative Énergie durable pour tous et la Global Off-Grid Lighting Association pour promouvoir la normalisation des indicateurs de performance et améliorer les flux d'investissements.

53. Le FENU agit en tant que gestionnaire de fonds pour CookFund en Tanzanie, un élément clé de l'approche intégrée du programme de solutions de cuisson durable établi par le gouvernement en collaboration avec l'Union européenne. CookFund fournit un soutien financier et technique pour le déploiement accéléré de solutions de cuisson propre, ce qui permet d'améliorer l'environnement, la création d'emplois et les perspectives commerciales. En 2022, le FENU a approuvé un soutien financier de 1,47 million de dollars pour 16 petites et moyennes entreprises impliquées dans la fourniture de technologies de cuisson propres. La première phase du programme devrait bénéficier à plus de 14 000 utilisateurs finaux, vivant principalement dans des zones urbaines.

54. Le FENU gère le secrétariat du Fonds mondial pour les récifs coralliens, un mécanisme de financement multi-donneurs visant à protéger et restaurer les récifs coralliens, en collaboration avec le PNUD et le PNUE. En 2022, l'initiative a doublé sa portée pour atteindre 12 pays, a élargi la coalition à près de 50 partenaires publics et privés, a augmenté les ressources totales mobilisées à 190 millions de dollars et a accéléré la visibilité mondiale de la crise à laquelle sont confrontés les récifs coralliens. Le programme d'investissement Miamba Yetu pour des récifs durables au Kenya et en Tanzanie est une initiative de 40 millions de dollars qui doit permettre aux parties prenantes de soutenir les entreprises agissant en faveur des récifs coralliens au cours des dix prochaines années. En 2022, une réserve de projets

pouvant être financés a été constituée dans les domaines de l'écotourisme, de la gestion des déchets, de la pêche et de la gestion de l'utilisation des sols.

Financement de systèmes alimentaires durables

55. Dans le prolongement de son engagement dans le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le FENU a élargi son soutien au développement et à la fourniture de solutions de financement pour les investissements des municipalités et des petites et moyennes entreprises dans les systèmes alimentaires durables qui font progresser la sécurité alimentaire, y compris des solutions novatrices de financement privé ou mixte, des solutions de financement numérique et des financements transformateurs au niveau local, en étroite collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies.

56. Au Bangladesh, le FENU, en partenariat avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, a soutenu iFarmer, une plateforme numérique de financement participatif (crowdfunding) visant à améliorer l'accès au financement pour les agriculteurs. En 2022, l'aide a permis de créer 200 centres de collecte qui ont bénéficié à 10 000 agriculteurs. À ce jour, iFarmer a soutenu 82 000 agriculteurs grâce à une aide financière et technique financée par des subventions du FENU. Le FENU a également accordé un don remboursable à GUKIEL, une organisation non gouvernementale et une entreprise sociale pour le développement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire locale. Ce projet a abouti à la création d'un centre de stockage et de commercialisation pour 5 000 producteurs de patates douces. Soixante pour cent des agriculteurs concernés sont des femmes.

57. Au Burundi, le FENU a fourni 200 000 dollars, dont 150 000 dollars alloués à un fonds de garantie et 50 000 dollars à la Banque nationale des femmes pour rendre le crédit plus accessible aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans la chaîne de valeur alimentaire. Cette initiative devrait permettre de réduire les pertes de denrées alimentaires et d'élargir la marge de manœuvre budgétaire locale grâce à l'augmentation des impôts collectés auprès des entreprises rurales financées.

58. Au Népal, le FENU et le géant du marché alimentaire en ligne, Kheti, ont aidé 8 000 petits exploitants agricoles à accéder aux marchés. Le projet a facilité l'octroi de prêts agricoles sans garantie à 300 agriculteurs (dont 50 % de femmes) grâce à des partenariats avec Nepal Merchant Banking and Finance. Le FENU a également aidé 43 000 petits exploitants agricoles (dont 83 % de femmes) au Cambodge et en Indonésie à accéder aux marchés, à des formations et à des financements grâce à des solutions numériques. En Indonésie, le FENU a contribué à la création d'une plateforme de prêt fintech, auprès de laquelle sont enregistrées 27 000 petits exploitants agricoles (65 % de femmes) qui ont reçu un financement de 3 millions de dollars.

Résultats 2 et 3 – Augmentation des flux de financement publics et privés, renforcement des systèmes de marché et amélioration des mécanismes de financement

Financements mobilisés et catalysés

59. En tant qu'entité de financement catalytique des Nations Unies pour les pays les moins avancés, le FENU contribue directement et indirectement à attirer des capitaux d'investissement publics et privés pour les entreprises durables et les projets des gouvernements locaux, y compris l'assistance technique, les subventions de capital d'amorçage, les prêts, les garanties et les relations avec des financiers tiers. Dans

l'ensemble, il a contribué à mobiliser plus de 600 millions de dollars de capitaux d'investissement supplémentaires pour le développement durable.

60. En 2022, le FENU a consenti 375 subventions catalytiques fondées sur la performance, d'une valeur de 40 millions de dollars, qui ont contribué à mobiliser des cofinancements directs et à mobiliser des sources de financement indirectes supplémentaires.

61. Des subventions catalytiques pour le développement de nouveaux services d'envois de fonds numériques, d'une valeur de 4,6 millions de dollars, ont permis de mobiliser 2,6 millions de dollars d'investissements supplémentaires, dont 600 000 dollars d'engagements du secteur privé.

62. En Guinée, l'assistance technique et les subventions en capital ont permis de débloquer 1,25 million de dollars de prêts auprès de banques commerciales pour soutenir quatre entreprises agroalimentaires, un centre d'imagerie médicale et un système municipal de gestion des déchets solides. À ce jour, 380 emplois ont été créés dans le cadre des projets soutenus.

63. Au Bangladesh, le FENU a contribué à la mise en place d'une plateforme d'investissement prenant en compte les questions de genre gérée par la Banque du Bangladesh. Grâce à cette plateforme, plus de 1,4 million de dollars de capitaux nationaux ont été débloqués pour 16 investissements tenant compte de la dimension de genre et pour des entreprises dirigées par des femmes.

64. L'assistance technique du FENU et les subventions d'amorçage catalysent de nouveaux flux de financement au niveau local. Le FENU, en partenariat avec l'Organisation pour le développement du bassin du fleuve Gambie et le Gouvernement suisse, gère par exemple l'Initiative de financement Blue Peace qui favorise l'accès à des capitaux publics et privés pour gérer les ressources en eau des bassins fluviaux partagés par quatre pays. Un portefeuille de projets prêts à être investis, d'une valeur d'un milliard de dollars, sera financé par l'émission d'une obligation innovante « Blue Peace ».

65. L'Initiative de développement pour le nord de l'Ouganda a permis la mise en place de mécanismes de financement, notamment le dispositif START en partenariat avec la Banque de développement de l'Ouganda, afin de fournir aux entreprises du secteur agroalimentaire des financements assortis de conditions préférentielles. Grâce au dispositif START, 14 entreprises agricoles ont été financées pour un montant de 1,7 million de dollars et des services de développement commercial ont été fournis à 120 autres entreprises. Plus de 10 millions de dollars de fonds ont été mobilisés par l'intermédiaire de la Banque de développement de l'Ouganda et sous la forme d'investissements des entreprises bénéficiaires. Les entreprises soutenues ont créé plus de 123 000 emplois, dont au moins 500 emplois directs et le reste dans les chaînes d'approvisionnement des petits exploitants agricoles. Pour renforcer les administrations locales, le FENU a mis en place le Fonds d'excellence pour les administrations locales. Des investissements cumulés de 2,7 millions de dollars dans 17 projets d'infrastructure de taille moyenne ont été réalisés et plus d'un million de dollars de contributions supplémentaires ont été obtenues auprès des autorités locales et d'autres partenaires. Ces investissements ont permis l'emploi de 2 000 personnes, principalement des vendeurs sur les marchés.

66. L'assistance technique visant à accroître la marge de manœuvre budgétaire locale fait partie du soutien du FENU aux mécanismes de financement durable. La formation dispensée à 273 fonctionnaires locaux sur l'administration des recettes s'est appuyée sur l'outil d'évaluation diagnostique de l'administration fiscale du Fonds monétaire international (FMI). En Somalie et en Ouganda, l'initiative « Financing Durable Solutions for Forcibly Displaced Persons » (financement de

solutions durables pour les personnes déplacées de force) s'est associée au FMI pour former des fonctionnaires locaux. Le FENU a codirigé un cours de formation à la gestion des actifs infrastructurels au niveau mondial, en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Avec l'appui du Fonds commun pour la réalisation des objectifs de développement durable, il a contribué à la numérisation de la gestion et de l'administration des recettes locales pour les administrations locales en Ouganda, ce qui a entraîné une augmentation moyenne des recettes fiscales de plus de 18 %. L'Académie de formation au développement local du Népal a dispensé une formation dans 14 administrations locales (1 032 fonctionnaires) sur la mobilisation des recettes propres et, dans le cadre d'un programme du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, mené de concert avec le PNUD, ONU-Femmes et le FENU, elle a dispensé une formation sur le cadre de dépenses à moyen terme adapté aux objectifs de développement durable, le codage budgétaire des objectifs, la budgétisation tenant compte des questions de genre et les plans d'action pour l'amélioration des recettes à sept administrations provinciales et à des administrations locales pilotes.

67. En ce qui concerne les prêts et les garanties, le FENU a continué de renforcer les instruments d'investissement tels que le mécanisme mondial BRIDGE : un dispositif de prêts concessionnels et de garanties de l'actif et du passif, qui a permis de déployer et de renouveler les apports de capitaux tout en introduisant de nouveaux instruments financiers tels que les garanties de portefeuille pour soutenir les utilisateurs cibles vulnérables et mal desservis dans les marchés frontières.

68. En 2022, le FENU a réalisé six transactions pour une valeur totale de 3,7 millions de dollars, dont quatre garanties de 621 000 dollars, un prêt de 270 000 dollars et un investissement (souscription de parts de bénéficiaires) au fonds BUILD pour 2,87 millions de dollars. En outre, deux autres transactions (d'une valeur totale de 510 000 dollars) ont été approuvées et se trouvaient en phase de négociation des contrats en décembre 2022.

69. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, ONU-Femmes et le FENU ont mis en place une solution de financement innovante en garantissant 25 % du portefeuille de prêts en première perte, soit 225 000 dollars, en faveur de la Women's Micro Bank Limited, afin de mobiliser 900 000 dollars de financement pour les femmes entrepreneurs. Des prêts ont été accordés à plus de 600 femmes vendeuses et chefs d'entreprise. La garantie de portefeuille s'attaque aux obstacles à l'accès au financement pour les femmes vendeuses sur les marchés, en allégeant la charge financière pour les emprunteurs et en ramenant les exigences de garantie de 50 % à 15 %, tout en réduisant également les taux d'intérêt applicables de jusqu'à 12 %.

70. De même, une garantie de 200 000 dollars en faveur de l'institution financière FINCA Zambia Limited (Foundation for International Community Assistance) a été mise en place pour débloquer 333 000 dollars de financement pour les entreprises détenues et dirigées par des femmes opérant dans le secteur du commerce transfrontalier.

71. En 2022, trois prêts et garanties du FENU, d'une valeur de 891 000 dollars, ont permis de mobiliser 930 000 dollars en co-investissements directs et financements parallèles.

72. À ce jour, le FENU a accordé 28 prêts, sept garanties et trois « unités bénéficiaires » d'une valeur totale de 14,9 millions de dollars dans les domaines de l'économie verte, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'inclusion financière et de l'innovation, et de l'économie bleue, au profit de dix pays. Bien que ces approches de financement novatrices soient importantes, une évaluation de l'expérience du FENU est nécessaire pour affiner ces instruments. Avec un ratio de

prêts non productifs de 26 %, le FENU a reconnu la nécessité d'une stratégie d'investissement pour préciser sa propension au risque et cibler les prêts non productifs en fonction des marchés sur lesquels il opère.

73. Fonds et mécanismes de financement gérés par des tiers : le fonds BUILD, géré en partenariat avec Bamboo Capital Partners, a atteint une capitalisation de 49 millions de dollars à la première clôture, grâce aux contributions des Gouvernements du Luxembourg et de la Norvège en 2021, et du Canada, de la Suisse et du Fonds nordique de développement en 2022. Parallèlement, la Development Finance Corporation des États-Unis et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) ont contribué à un rehaussement de crédit en accordant une garantie conjointe de 10 millions de dollars au Fonds.

74. Bien que l'activité en 2022 ait été concentrée sur la collecte de fonds, le fonds BUILD et la Rabo Foundation ont consenti un financement de 510 000 dollars à Green Mountain Arabica Coffee Limited, un producteur de café rwandais détenu par des femmes et recommandé par ONU-Femmes. Le prêt du fonds BUILD conçu par le FENU permettra à l'entreprise de se développer, d'améliorer ses produits et ses services et de sortir davantage de personnes de la pauvreté grâce à la création directe et indirecte d'emplois pour les femmes et les jeunes.

75. En outre, le FENU gère le mécanisme d'assistance technique BUILDER pour préparer les investissements du fonds BUILD et en réduire les risques. Ce mécanisme a reçu 6 millions de dollars de contributions qui serviront à fournir des conseils sur mesure aux entreprises prometteuses et aux prestataires de services financiers. En 2022, le FENU a participé à l'élaboration d'outils d'évaluation essentiels, en mettant en place le comité de gestion du mécanisme et en recrutant des consultants experts afin d'intensifier la fourniture d'assistance technique en 2023.

76. En 2022, le FENU s'est appuyé sur le mécanisme Blue BRIDGE pour fournir une subvention d'amorçage de 500 000 dollars afin de créer le Fonds d'investissement du Fonds mondial pour les récifs coralliens, qui est géré par Pegasus Capital Advisors. La subvention a permis de financer la première phase de développement du Fonds et a été suivie d'un investissement de 125 millions de dollars de la part du Fonds vert pour le climat, qui devrait permettre d'obtenir 375 millions de dollars supplémentaires de la part d'investisseurs privés. En outre, Blue BRIDGE a approuvé l'octroi de subventions d'un montant de 4,45 millions de dollars à sept entreprises durables œuvrant en faveur de la restauration des récifs coralliens.

77. Le FENU soutient la Credit Guarantee Corporation of Cambodia (CGCC) pour aider les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à se remettre de l'impact de la COVID-19 et soutenir les jeunes entreprises dans les secteurs de l'agriculture, de la fabrication et des services. Pour lever les obstacles à l'obtention de prêts auprès des banques nationales, la CGCC a mis en place un système de garantie de crédit qui permet aux petites entreprises de bénéficier de taux d'intérêt préférentiels et de frais de dossier réduits. La CGCC a été créée grâce à un don catalytique du FENU de 250 000 dollars et capitalisé grâce à une allocation de 200 millions de dollars provenant du budget du secteur public en 2022. À ce jour, elle a émis 985 lettres de garantie, ce qui a permis l'octroi de 92,7 millions de dollars de prêts par les banques nationales, dont 35 % à des entreprises détenues par des femmes.

78. Au Sénégal, le FENU a aidé le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS) à gérer le Fonds d'autonomisation économique des femmes aux fins de l'octroi de financements en fonds propres et de prêts aux petites entreprises et de la fourniture d'une aide aux partenariats public-privé. En 2022, le Fonds d'autonomisation économique des femmes a reçu 10 millions de dollars

supplémentaires de la Banque africaine de développement par l'intermédiaire du Ministère national des finances.

79. Si la mobilisation de capitaux pour les mécanismes de financement du FENU a globalement progressé, une grande partie de ces capitaux provenait de bailleurs de fonds publics et revêtait la forme de financements de première perte. L'utilisation de ces capitaux pour réduire les risques et mobiliser des capitaux privés est en cours et nécessite de calibrer les attentes des investisseurs privés et de présenter des projets qui permettront d'acquérir une expérience en matière d'investissement sur les marchés des pays les moins avancés. En outre, compte tenu de la hausse des taux d'intérêt et du fardeau de la dette, il importe d'accroître la marge de manœuvre budgétaire de ces pays tout en développant leurs marchés des capitaux afin d'accélérer les investissements transformateurs.

Partenariats stratégiques des Nations Unies pour le financement des objectifs de développement durable

80. Le FENU a continué d'être de plus en plus sollicité par d'autres entités des Nations Unies, souhaitant collaborer avec lui et accéder à son expertise en matière de financement pour mobiliser des capitaux à l'appui de leurs objectifs. En 2022, il a reçu 69,1 millions de dollars de fonds communs des Nations Unies et 10,8 millions de dollars d'autres entités des Nations Unies.

81. En 2022, le PNUD est resté le principal partenaire du FENU dans des dizaines d'initiatives conjointes. Les deux organisations ont reçu un financement de la Facilité pour les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) pour élaborer en collaboration des mécanismes de financement destinés à soutenir le développement du stockage en chaîne du froid au Kenya et à réduire les pertes agricoles après la récolte. Ce travail préparatoire devrait permettre de mobiliser 15 millions de dollars de ressources pour le déploiement de prêts et de garanties. En Afghanistan, le PNUD et le FENU ont conçu un projet visant à améliorer l'accès à des financements pour les entreprises dirigées par des femmes, grâce à la mise en place de garanties de portefeuille et de systèmes de re-garantie d'une valeur de 6,2 millions de dollars.

82. Aux côtés du PNUD et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture au Malawi, le FENU a mis en place un projet visant à financer les petites et moyennes entreprises mal desservies, en particulier dans le secteur de l'agro-industrie. Il a commencé à déployer les 3 millions de dollars accordés par le Fonds commun pour la réalisation des objectifs de développement durable au Fonds BUILD Malawi.

83. En 2022, le FENU a signé un accord mondial avec le Programme alimentaire mondial pour financer, développer et déployer conjointement des financements concessionnels pour des entreprises sous-financées et innovantes dans le domaine des systèmes alimentaires par le biais du mécanisme BRIDGE. La première collaboration a été conçue pour le Rwanda, sera capitalisée à hauteur de 2,5 millions de dollars et commencera à être mise en œuvre en 2023.

84. Grâce à l'Initiative de conseil en investissement financée par le Gouvernement des Pays-Bas, le FENU a continué de soutenir le système des Nations Unies pour le développement dans 12 pays d'Afrique et 27 actions de conseil ont permis de donner des orientations en matière de politiques de financement du développement, de recenser et d'appuyer les investissements durables et d'explorer des initiatives innovantes de financement du développement ciblant le secteur privé et la communauté des investisseurs. Au Bénin, le FENU a collaboré avec le PNUD pour mettre au point une « obligation bleue » innovante et avec le FNUAP pour développer

une garantie de portefeuille visant à autonomiser les jeunes filles rurales en leur donnant accès à des financements et à des possibilités d'entrepreneuriat.

85. Le FENU et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains ont lancé l'initiative Villes motrices pour les objectifs de développement durable afin d'aider les villes à accéder à des financements durables et à combler les déficits de financement pour les infrastructures municipales. Cette initiative multipartite facilite la mobilisation par les administrations locales de flux de capitaux et leur orientation vers des infrastructures finançables et durables. Des activités de mise en œuvre ont commencé au Ghana dans le cadre d'une initiative ciblant les villes dirigées par des femmes.

B. Comment les résultats ont été obtenus : analyse de l'efficacité institutionnelle

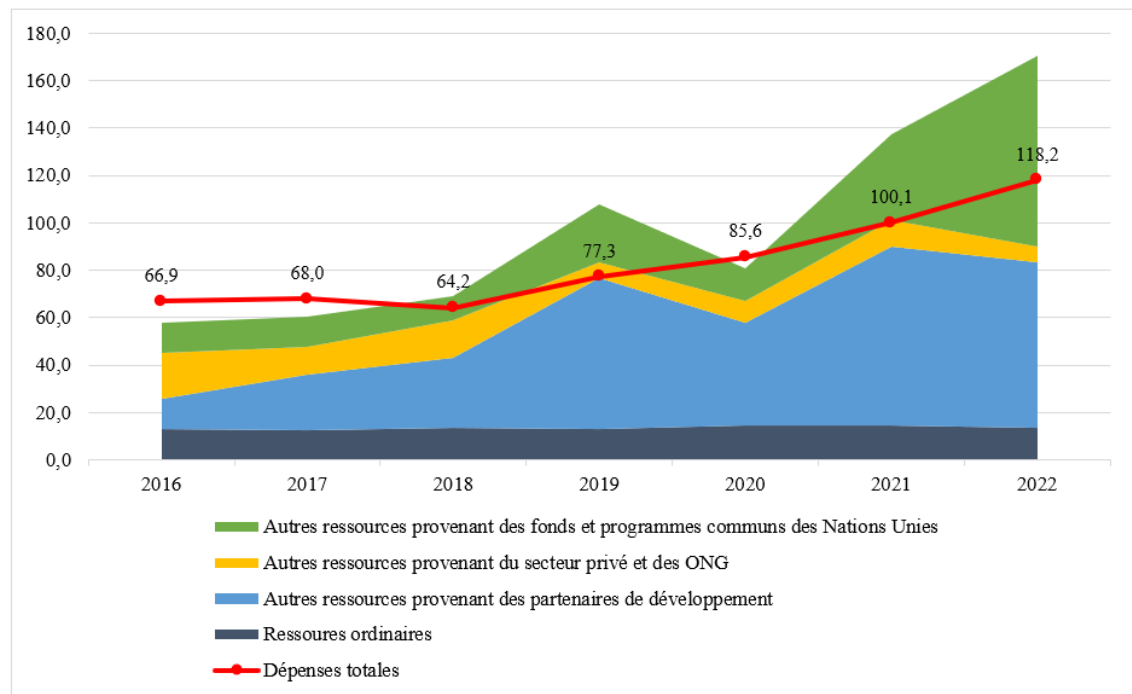
86. Le FENU a connu une année record en termes de contributions, qui se sont élevées à 170,5 millions de dollars. Cette tendance positive n'a toutefois pas concerné les ressources ordinaires⁵, qui ont totalisé 13,6 millions de dollars, soit une baisse de 7,5 % par rapport à 2021. Les ressources ordinaires n'ont représenté que 8 % des recettes totales, ce qui est bien inférieur à l'objectif de 30 % fixé par le Secrétaire général dans le Pacte de financement pour 2023. Les contributions devraient diminuer de près de 40 %, pour revenir de 9,6 millions de dollars en 2022 à 5,9 millions de dollars en 2023. La baisse des ressources ordinaires limite la capacité de contrôle des programmes par le FENU, principalement en raison de retards dans le recrutement de personnel pour assurer les tâches d'audit, d'évaluation et de gestion axée sur les résultats. Le montant des ressources ordinaires est loin d'atteindre l'objectif de 25 millions de dollars fixé dans le Cadre stratégique pour la période 2022-2025 et jugé nécessaire pour assurer une présence significative dans les 46 pays les moins avancés et permettre au FENU d'innover et de piloter de nouvelles solutions de financement et de continuer à garantir les normes les plus élevées en matière de transparence, de responsabilité et de suivi de l'impact. Le nombre de partenaires fournissant des ressources ordinaires est passé à neuf, contre 11 en 2021 et 13 en 2020.

87. Les recettes au titre des autres ressources ont augmenté de 28 %, dans la ligne des tendances positives enregistrées les exercices précédents : 122,5 millions de dollars en 2021 et 156,9 millions de dollars en 2022. Près de 80,4 millions de dollars, soit 51,3 % des autres ressources, proviennent de fonds communs et d'entités des Nations Unies, soit une augmentation de 44,3 millions de dollars par rapport à 2021, ce qui prouve que le FENU a continué à renforcer ses partenariats avec les entités des Nations Unies conformément à son nouveau Cadre stratégique. Quarante-quatre pour cent, soit 69,6 millions de dollars, des autres ressources proviennent de partenaires gouvernementaux, contre 61,6 % (75,4 millions de dollars) en 2021. Les 4,4 % restants proviennent du secteur privé et des ONG, soit une baisse de 4 millions de dollars par rapport à 2021. Les cinq principaux contributeurs sont le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, l'Union européenne et les Gouvernements de la Suède, de la Suisse et du Danemark.

⁵ Les ressources ordinaires comprennent les contributions du PNUD. Tous les chiffres des recettes et des dépenses pour 2022 sont arrêtés au 13 mars 2023 et peuvent être ajustés jusqu'à la publication des états financiers vérifiés du FENU.

Figure 1
Recettes et dépenses du FENU, 2016-2022

(En millions de dollars des États-Unis)



88. Le fonds d'affectation spéciale pour le financement des projets destinés aux plus isolés est resté un instrument essentiel pour attirer des ressources partiellement préaffectées, avec des contributions de 8,8 millions de dollars de la part de deux partenaires en 2022.

89. Un record historique de 118,2 millions de dollars de dépenses a été enregistré en 2022, soit une forte augmentation depuis le début du cycle du précédent Cadre stratégique (64,2 millions de dollars en 2018 ; 77,3 millions de dollars en 2019 ; 85,6 millions de dollars en 2020 ; 100,1 millions de dollars en 2021). Cette augmentation résulte de l'amélioration de l'exécution des programmes dans les domaines du financement local transformateur et des économies numériques inclusives.

90. Le FENU a poursuivi ses efforts pour améliorer son efficacité opérationnelle, rationaliser ses processus et réaliser des économies d'échelle, notamment en mettant en œuvre les recommandations d'une étude dont il avait demandé la réalisation en 2021 pour améliorer l'efficacité et l'efficience de ses instruments de subvention et d'emprunt. Pour gérer son portefeuille croissant d'investissements dans le développement durable, il a mis en place un système de gestion des risques fondé sur les meilleures pratiques courantes, à savoir assurer trois lignes de défense et la séparation des fonctions.

91. Trente-sept pays les moins avancés ont bénéficié d'investissements et d'une aide au développement de la part du FENU en 2022. Parallèlement, le FENU a renforcé son soutien au financement durable du développement dans certains contextes autres que celui des PMA, y compris pour tirer parti des possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire. Plus de 70 praticiens de 15 pays d'Asie, d'Afrique et du Pacifique ont participé à la première réunion de la communauté de pratique du tableau de bord du FENU sur les économies numériques inclusives, un outil stratégique mis en œuvre

dans 31 pays. Cette réunion a permis d'établir un solide réseau d'experts pour l'échange de connaissances sur les pratiques de transformation numérique inclusive.

92. Les activités de communication, de plaidoyer et de marketing du FENU lui ont permis de se positionner en tant que partenaire de choix dans le développement de l'architecture financière, conformément à son mandat unique d'organisme de développement et d'institution financière centrée sur les pays les moins avancés. Sa mission a consisté notamment à apporter un soutien proactif au groupe des pays les moins avancés à l'Organisation des Nations Unies en lui fournissant des conseils stratégiques sur les financements novateurs, mixtes et climatiques, afin de contribuer à la définition et à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha pour la période 2022-2031. En marge de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le FENU a organisé un forum d'investissement axé sur les pays les moins avancés, qui a réuni des représentants de haut niveau des gouvernements et du secteur privé pour mettre en évidence les priorités d'investissement et les solutions pour les marchés frontières.

93. Les communications numériques et les médias sociaux du FENU ont enregistré de solides performances en 2022, avec une croissance de l'audience de 23,8 % par rapport à 2021 et une croissance nette totale de l'audience de 41,2 %.

94. Le FENU s'est vu décerner pour la neuvième année consécutive une opinion sans réserve sur ses états financiers pour 2021, réaffirmant son engagement ferme à améliorer la gestion financière, la transparence et la responsabilité. Aucune des recommandations du Comité des commissaires aux comptes n'est restée en souffrance.

95. En 2022, le FENU a respecté les normes minimales pour 15 des 17 indicateurs du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. Les chiffres préliminaires des dépenses montrent que l'organisation a dépensé 10 millions de dollars (9 %) pour des priorités expressément liées à l'égalité des genres (GEN3) et 69,9 millions de dollars (59 %) pour des projets dont l'un des objectifs principaux était l'égalité des genres (GEN2). En 2023, le FENU poursuivra ses efforts pour promouvoir une répartition des genres solide et la parité dans la dotation en personnel à tous les niveaux, notamment aux niveaux intermédiaires et supérieurs où des écarts subsistent dans la proportion de personnel féminin. Les résultats d'une étude sur l'égalité des genres devraient déboucher sur l'élaboration d'une stratégie du FENU dans ce domaine.

96. Un audit du FENU aura lieu au premier trimestre de 2023 et l'organisation mettra en œuvre ses conclusions afin de renforcer les opérations et d'assurer une croissance plus soutenue des programmes face à la diminution des ressources ordinaires. Les structures du FENU seront rationalisées, en mettant l'accent sur la présence dans les pays les moins avancés, afin de soutenir efficacement ces derniers.

C. Engagement ferme en faveur de l'évaluation et des enseignements qui en découlent

97. En 2022, le FENU a maintenu son engagement en faveur des évaluations indépendantes, dépensant à cet effet 870 606 dollars (0,85 %) de l'ensemble des ressources relatives aux programmes et se rapprochant ainsi de l'objectif de 1 % fixé dans la politique d'évaluation du PNUD. Le Groupe de l'évaluation du FENU a reçu deux prix d'excellence de la part du Bureau indépendant d'évaluation du PNUD pour son évaluation à mi-parcours du programme Expanding Financial Access au Myanmar et son évaluation finale du programme Shaping Inclusive Finance Transformations (SHIFT) de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. Il a mené trois

évaluations en 2022, dont les conclusions, les enseignements et les recommandations sont résumés ci-dessous.

98. L'évaluation à mi-parcours de l'initiative conjointe du FENU et du PNUD sur le rôle des administrations locales dans la lutte contre les changements climatiques (LoGIC) au Bangladesh a permis de passer en revue le programme de 37,5 millions de dollars axé sur la sensibilisation et le développement des capacités des administrations locales, des communautés vulnérables et des organisations de la société civile face à la nécessité d'assurer l'adaptation aux effets des changements climatiques dans les districts vulnérables au climat au moyen d'approches tenant compte des questions de genre. Les conclusions ont confirmé la pertinence et la cohérence du projet avec les cadres de la politique climatique du gouvernement hôte et de la communauté mondiale ainsi que l'efficacité de la coordination avec les parties prenantes décentralisées. Le déploiement des subventions de résilience climatique fondées sur les performances et le Fonds de résilience communautaire ont favorisé la transparence et la responsabilité à tous les stades. L'évaluation a montré que l'initiative LoGIC avait eu une incidence positive sur les conditions de vie des bénéficiaires et contribué à changer l'état d'esprit des administrations locales sur l'importance de la prise en compte des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans la planification, la budgétisation et les investissements locaux. La durabilité et l'intégration dans les systèmes gouvernementaux ont toutefois été jugées insuffisantes, eu égard, toutefois, à une période d'intervention relativement brève et aux perturbations causées par la pandémie de COVID-19.

99. Le projet relatif aux services financiers numériques réalisé en Sierra Leone par le FENU et la Banque centrale de la Sierra Leone visait à renforcer le secteur financier et à améliorer l'inclusion financière en privilégiant les technologies financières innovantes et le renforcement des réglementations dans ce domaine ainsi que la diffusion des meilleures pratiques. Son évaluation a mis en évidence la pertinence du soutien apporté aux objectifs de la Banque centrale ainsi que la conformité des politiques gouvernementales avec l'impératif de réforme du secteur financier et les programmes de travail de l'ONU et de la Banque mondiale. Elle a aussi montré que le projet avait contribué à l'égalité des genres et à l'établissement de relations de confiance avec la Banque centrale dont avaient tiré parti d'autres partenaires de développement nationaux. Bien que les évaluateurs aient salué la pertinence du soutien apporté aux entreprises fintech, ils ont constaté que les nouvelles technologies financières ne s'étaient pas encore traduites par une amélioration significative de l'accès aux services financiers en raison de la faible pénétration des smartphones, de problèmes d'intégration technique et d'obstacles réglementaires. Les évaluateurs ont recommandé que, dans les travaux futurs visant à soutenir les entreprises de technologie financière, le soutien financier à l'innovation technologique soit associé à des activités de courtage et de réseautage pour mettre en relation les innovateurs fintechs et les partenaires commerciaux potentiels.

100. Le FENU a continué de donner la priorité à l'innovation et à l'amélioration de la qualité de ses évaluations, toutes les évaluations achevées ayant été jugées « satisfaisantes » ou « très satisfaisantes » par le Bureau indépendant d'évaluation. Il a aussi continué de contribuer activement aux travaux du Groupe de l'évaluation de l'ONU et reste ouvert à un partenariat avec les bureaux d'évaluation des Nations Unies, les États Membres et d'autres parties prenantes pour la réalisation d'efforts conjoints dans le cadre du système d'évaluation international.

III. Perspectives : la contribution du FENU au Programme d'action de Doha

101. À l'issue de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le FENU procèdera à un examen de la façon dont il peut tirer parti de son rôle d'entité de financement catalytique pour répondre aux sollicitations des pays et mobiliser les fonds nécessaires à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha. En 2023, il est prêt à soutenir, le cas échéant, l'appel à l'action du Secrétaire général dans « Notre programme commun » et à collaborer activement avec les États Membres, en particulier les pays les moins avancés pour la préparation du Sommet sur les objectifs de développement durable, du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement et du Sommet de l'avenir de 2024.

102. Dans la deuxième année de mise en œuvre de son Cadre stratégique pour la période 2022-2025, le FENU continuera à déployer des initiatives pour mobiliser des financements aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable en faveur des populations des territoires reculés. Il est en train de finaliser l'évaluation du pilier relatif aux instruments financiers de l'Union européenne afin d'être en mesure d'accéder à ces financements pour la réalisation d'investissements durables et l'élargissement du portefeuille de prêts catalytiques et de garanties à l'avenir. Il commencera également à mettre en œuvre le mécanisme de garantie pour les villes durables, initiative soutenue par l'Union européenne qui devrait permettre de mobiliser des investissements importants dans les infrastructures durables.

103. Tout au long de l'année 2022, le FENU a préparé le terrain à de nouvelles interventions de financement catalytique, notamment des solutions de financement mixte pour la conservation des actifs naturels, un véhicule d'investissement pour accélérer les transformations numériques, un soutien aux pays pour l'émission d'obligations vertes et climatiques et des solutions de financement pour des systèmes alimentaires durables et la sécurité alimentaire. En 2023, il prévoit d'introduire une nouvelle stratégie pour contribuer à l'avancement économique des femmes.